



Analyse de l'environnement

Terre-Neuve-et-Labrador

2021



PRINCIPAUX POINTS SAILLANTS

- Les perspectives économiques mondiales se sont considérablement améliorées depuis l'automne de l'année dernière, représentant une croissance plus forte dans plusieurs économies avancées et un démarrage plus précoce que prévu des programmes de vaccination. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque du Canada ont tous deux mis à jour leurs projections pour 2021 et 2022.
- Dans ses dernières perspectives économiques mondiales de janvier, le FMI estime que l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, ce qui représente une révision positive qui diffère de près d'un point de pourcentage complet par rapport à son estimation d'octobre, qui anticipait un déclin de 4,4 %. Cette trajectoire plus forte, ainsi que les politiques de soutien supplémentaires observées au Japon et aux États-Unis, a incité le FMI à revoir à la hausse sa projection de croissance pour 2021, en la portant à 5,5 %, contre 5,2 % en octobre. Par la suite, la croissance économique mondiale devrait ralentir, pour atteindre 4,2 % en 2022. Un certain nombre d'événements récents, notamment la résolution des négociations liées au Brexit et le changement de présidence des États-Unis, devraient favoriser un rétablissement des volumes des échanges commerciaux.
- Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a chuté de 5,5 % en 2020 en raison de la réponse à la pandémie de COVID-19. L'économie devrait récupérer une bonne partie de ce qu'elle a perdu en 2021 et 2022, avec la croissance d'au moins 4 % qui est prévue pour ces deux années, avant de ralentir quelque peu en 2023. Cette trajectoire suppose que les vaccins seront à la portée de tous les Canadiens d'ici la fin de 2021 et que les mesures de confinement seront moins sévères que celles mises en place lors des première et deuxième vagues survenues en 2020.
- Le marché du travail à Terre-Neuve-et-Labrador s'est affaibli à mesure que la pandémie de COVID-19 faisait sentir ses effets. Certaines industries ont été plus touchées que d'autres. Bien que l'industrie minière ait connu une croissance et des perspectives positives, et que l'emploi dans le secteur des soins de santé ait atteint un sommet historique, l'incertitude règne dans l'industrie pétrolière et gazière, le transport aérien a été profondément touché par la pandémie, et des difficultés subsistent dans les services d'hébergement et de restauration. En outre, la province a une population vieillissante et une population active qui devrait se réduire au fil du temps.

- Le PIB réel de la province a chuté de 3,5 % en 2020, principalement en raison du déclin des cours du pétrole et de la pandémie de COVID-19. Toutefois, la majeure partie de cette perte devrait être récupérée en 2021. Le programme de vaccination contre la COVID-19 et la hausse des cours du pétrole seront les facteurs clés d'une augmentation de 2,8 %.

APERÇU GÉNÉRAL / CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale: contenir le virus et réussir la distribution des vaccins, clé des perspectives

Les perspectives économiques mondiales se sont améliorées considérablement depuis l'automne de l'année dernière, reflétant une croissance plus forte dans plusieurs économies avancées et un démarrage plus précoce des programmes de vaccination que prévu initialement. Dans ses plus récentes Perspectives de l'économie mondiale de janvier, le FMI estime que l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, une amélioration par rapport à la baisse estimée de 4,4 % en octobre. Cette trajectoire plus solide, ainsi que les politiques de soutien supplémentaires au Japon et aux États-Unis, ont conduit le FMI à relever sa projection de croissance pour 2021 à 5,5%, contre 5,2 % en octobre. Par la suite, la croissance économique mondiale devrait se modérer à 4,2 % en 2022.

Malgré la trajectoire de croissance plus forte, la reprise économique mondiale restera néanmoins volatile et inégale jusqu'à ce que le virus soit davantage contenu et que les restrictions soient levées, ce qui ne se produira probablement pas avant la fin de 2021 dans les économies avancées et la mi-2022 dans les économies de marché émergentes (EME).

L'économie américaine a été particulièrement résiliente pendant la pandémie, en partie parce qu'il y avait moins de restrictions que dans d'autres économies avancées. Le PIB réel devrait augmenter de 5,0 %, compensant facilement une baisse estimée de 3,4 % en 2020. L'économie chinoise devrait être le leader de la croissance parmi les EME, avec une croissance de 8,5 % en 2021 avant de ralentir progressivement en 2022 et 2023 selon le FMI.

Le taux de change Canada – États-Unis, qui s'est apprécié d'environ 4 % depuis octobre, devrait se raffermir progressivement (quoique modestement) dans un contexte de hausse des prix des matières premières. Les marchés financiers mondiaux et les prix des matières premières ont réagi favorablement à l'arrivée des vaccins et à l'amélioration des perspectives de croissance mondiale. Les prix du pétrole, en particulier le Brent et le WTI, ont augmenté de 10 \$ le baril depuis l'automne et devraient augmenter progressivement pour le reste de l'année, sous l'effet de la reprise mondiale.

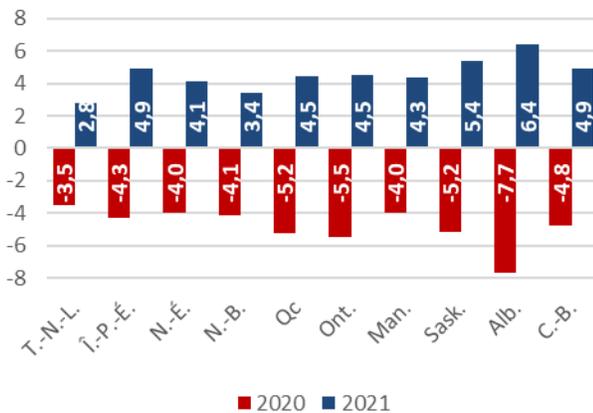
Le FMI et la Banque du Canada reconnaissent tous deux qu'il existe une incertitude inhabituellement élevée concernant leurs prévisions. Des revers dans la distribution ou l'efficacité des vaccins pourraient contribuer à une nouvelle poussée du virus, ce qui pourrait entraîner de nouvelles restrictions ou de nouveaux confinements. La propagation de nouveaux variants plus contagieuses du virus pourrait également avoir des conséquences indésirables similaires.

Canada : La consommation sera le moteur de la relance post-pandémique, mais l'incertitude demeure

Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a chuté de 5,5 % en 2020 en raison de la réponse à la pandémie de COVID-19. L'économie devrait regagner une bonne partie du terrain perdu en 2021 et 2022 avant de ralentir

quelque peu en 2023, en supposant que les vaccins seront disponibles pour tous les Canadiens d'ici la fin de l'année 2021 et qu'un autre confinement obligatoire ne sera pas nécessaire.

Figure 1 : Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source : Conference Board du Canada, Note de conjoncture provinciale : mars 2021

Les effets de la pandémie ont été différents selon les provinces et les industries. La Banque du Canada a également constaté que les taux de croissance trimestriels du PIB étaient instables, les provinces ayant mis en œuvre, levé, puis rétabli des mesures de confinement. L'incidence de ces restrictions a généralement été la plus grande sur les industries du secteur des services qui se caractérisent par un degré élevé de contacts personnels. L'important secteur de l'énergie du pays a également été confronté à des prix du pétrole historiquement bas, en particulier au cours du deuxième trimestre de 2020, ce qui a entraîné le report ou l'annulation de plusieurs projets d'extraction de sables bitumineux et d'extraction en mer.

Par rapport à la croissance du PIB et à l'emploi, les revenus et l'épargne ont mieux résisté grâce aux plans de relance gouvernementaux. Par conséquent, la consommation devrait jouer un rôle majeur dans la relance post-pandémique. La Banque du Canada a présumé que les ménages allaient conserver ces économies, mais la possibilité qu'elles soient dépensées – et l'ampleur de ces dépenses – représente un risque majeur pour les attentes en matière de consommation. Jusqu'à présent, les ventes au détail ont rapidement rebondi pendant les périodes où les restrictions ont été assouplies, lorsque les consommateurs ont débloqué leur demande refoulée.

La Banque du Canada a indiqué qu'elle ne prévoyait pas d'augmenter le taux de financement à un jour avant 2023. Toutefois, les premiers signes de relance économique ont incité les marchés obligataires à prévoir une hausse des taux dès 2022. Dans son communiqué de mars, la Banque centrale a maintenu sa position initiale; une hausse transitoire de l'inflation est attendue au cours de l'année 2021, lorsque les prix en baisse de certains biens reviendront à la normale, mais elle ne sera pas révélatrice des fortes conditions sous-jacentes qui pourraient entraîner une inflation durable supérieure à l'objectif.

Pour l'avenir, une croissance raisonnablement forte est attendue pendant la période de relance. Les faibles taux d'intérêt devraient faciliter les investissements des entreprises, même si la confiance des entreprises et les taux d'utilisation des capacités mettront du temps à se rétablir complètement. La vaccination chez les partenaires commerciaux du Canada devrait favoriser la reprise des exportations. Toutefois, une grande incertitude entoure encore la production potentielle. Les effets du chômage de longue durée, des faillites et des investissements reportés ou annulés peuvent réduire le niveau de plein emploi et la productivité des travailleurs bien au-delà de la période de relance initiale.

Terre-Neuve-et-Labrador : Une économie influencée par les cours du pétrole et la pandémie

Selon le Conference Board du Canada (CBC), le PIB réel de la province a diminué de 3,5 % en 2020, principalement en raison du déclin des cours du pétrole et de la pandémie de COVID-19. Les répercussions sur l'emploi ont été considérables, avec une baisse de près de 35 000 emplois entre février et avril, la province s'étant pratiquement confinée en raison des mesures de santé publique. Parmi les industries les plus touchées par le confinement figurent les services d'hébergement et de restauration, le commerce de gros et de détail, le transport aérien, le pétrole et le gaz, et la construction. La chute des cours du pétrole a entraîné des décisions de report de plusieurs

projets dans l'industrie ainsi que l'arrêt de la raffinerie de pétrole de Come by Chance. Parmi les faits positifs en 2020, citons l'augmentation de la production du projet pétrolier Hebron et la vigueur de l'industrie minière.

Le CBC prévoit une augmentation de 2,8 % du PIB réel pour 2021. Les facteurs clés de cette croissance comprennent le lancement d'un programme de vaccination contre la COVID-19 et des cours du pétrole considérablement plus élevés qu'en 2020. Le rebond du PIB ne permettra pas un retour complet aux niveaux d'avant la pandémie cette année, avec les reports continus de multiples projets pétroliers.

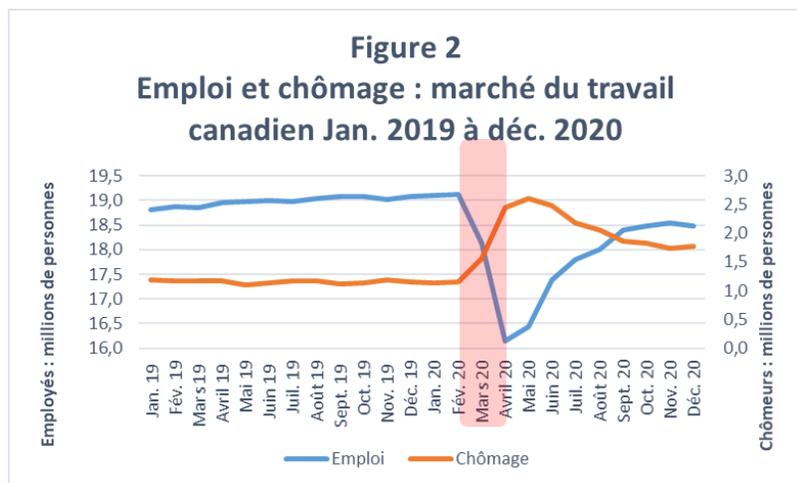
L'un des plus grands défis auxquels est confrontée l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador est l'évolution démographique de la région. Un faible taux de natalité, des niveaux d'immigration et des taux de maintien en poste peu élevés, ainsi qu'une sortie nette de jeunes sont autant de facteurs qui font que la province a la population la plus âgée du Canada. Les populations des régions rurales de la province sont plus âgées et vieillissent plus vite que celles des zones urbaines. À l'avenir, il sera plus difficile de répondre aux besoins du marché du travail à mesure que la taille de la population active diminuera. Le résultat de ce défi sera une limitation de la croissance économique potentielle. L'immigration est considérée comme un élément très important de l'avenir économique de la province, non seulement du point de vue du maintien du niveau de population de la province, mais aussi pour disposer d'une main-d'œuvre hautement qualifiée capable d'occuper des postes nécessitant des compétences spécialisées. Bien que l'immigration ait été entravée en 2020 en raison de la COVID-19, elle reste un objectif clé pour l'avenir.

MARCHÉS DU TRAVAIL

CANADA : Les jeunes, les femmes et les personnes faiblement rémunérées sont touchés de manière disproportionnée par la COVID-19

Avant l'apparition de la pandémie de coronavirus, la solidité des marchés du travail canadiens était en mesure de soutenir la croissance dans un contexte économique difficile, caractérisé par de faibles investissements d'entreprises et une demande mondiale affaiblie par les tensions géopolitiques entre la Chine et les États-Unis.¹ En effet, depuis la récession de 2008-2009, la croissance de l'emploi au Canada a constamment dépassé celle de la population active jusqu'en 2019, érodant la base du chômage du pays au cours de cette

période. Le resserrement continu du marché du travail canadien a exercé une pression à la hausse sur les salaires, ce qui, à son tour, a suscité un certain optimisme quant aux dépenses de consommation, renforçant ainsi les perspectives de croissance du pays en 2020 et 2021.²



¹ Conference Board of Canada, *Canadian Outlook Summary: Winter 2020*.

² *Ibid.*

L'économie canadienne a entamé l'année 2020 à un rythme modeste, mais régulier, avant d'être prise au dépourvu par l'une des pandémies les plus graves de l'histoire récente. « Une série d'interventions gouvernementales sans précédent liées à la COVID-19 ont été mises en place, y compris la fermeture des entreprises non essentielles, des restrictions en matière de voyages et des mesures de santé publique ordonnant aux Canadiens de limiter leurs interactions publiques... ce qui a provoqué un choc soudain sur le marché du travail canadien. »³ Entre février et avril 2020, l'emploi dans le pays a chuté de plus de 15 % et le nombre de personnes au chômage a plus que doublé. En mai, le taux de chômage au Canada a atteint un niveau record de 13,7 %, attribuable aux licenciements massifs. Cette augmentation correspond à un peu moins de la moitié des travailleurs qui ont été mis à pied, les autres ayant totalement quitté la population active. Les jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans), les femmes et les travailleurs faiblement rémunérés ont été touchés de manière disproportionnée par les pertes d'emploi tout au long de la pandémie. Cela s'explique en grande partie par leur surreprésentation dans les industries qui comprennent des activités exigeant un contact avec le public ou qui ont une capacité limitée de télétravail, comme le commerce de détail, les services d'hébergement et de restauration, l'information, la culture et les loisirs, et certaines sous-industries des autres services.

L'assouplissement progressif des restrictions et la réouverture de l'économie depuis le printemps ont contribué à ouvrir la voie à la reprise pour les industries les plus touchées du marché du travail canadien – malgré quelques obstacles en raison de la résurgence des cas viraux et des nouvelles restrictions mises en place en décembre. Toutefois, en décembre 2020, l'emploi global dans le pays était remonté à 97 % de son niveau de février, avant la pandémie. Les conditions du marché du travail se sont améliorées en février 2021 après l'assouplissement des restrictions en matière de santé publique mises en place dans un certain nombre de provinces deux mois auparavant. Cela a produit un rebond respectable des emplois à temps partiel et à temps plein, avec des gains d'emploi dans les secteurs les plus touchés comme l'hébergement et les services de restauration et le commerce de détail. Le taux de chômage du pays est tombé à 8,2 %, le taux le plus bas depuis le début de la pandémie en mars dernier.

La poursuite de l'assouplissement des restrictions en matière de santé dans les provinces au cours des prochains mois, conjuguée à une croissance continue de l'emploi dans les secteurs les plus durement touchés, a été désignée comme un moteur essentiel de la reprise du marché du travail du pays au cours des deux prochaines années.⁴ Bien que l'augmentation des cas de variants préoccupants reste un risque considérable pour les efforts de relance du pays, l'intensification des programmes de vaccination dans les provinces permet d'espérer une reprise totale du marché du travail.

Terre-Neuve-et-Labrador : L'effet de la COVID-19 a varié selon les industries

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions considérables sur le marché du travail de la province en 2020. L'emploi est tombé à son plus bas niveau depuis 2005. Les pertes ont concerné l'emploi à temps plein, l'emploi à temps partiel ayant légèrement augmenté. La population active est tombée à son plus bas niveau depuis 2001, mais la baisse n'a pas été aussi importante que pour

	2019	2020	Variation	Variation (%)
Population (en milliers)	440,6	439,5	-1,1	-0,2 %
Population active (en milliers)	257,3	247,4	-9,9	-3,8 %
Employés (en milliers)	226,6	213,6	-13	-5,7 %
Temps plein (en milliers)	192,4	179	-13,4	-7,0 %
Temps partiel (en milliers)	34,2	34,7	0,5	1,5 %
Chômeurs (en milliers)	30,7	33,8	3,1	10,1 %
Ne faisant pas partie de la population active (en milliers)	183,3	192,1	8,8	4,8 %
Taux d'activité (%)	58,4	56,3	-2,1	
Taux de chômage (%)	11,9	13,7	1,8	
Taux d'emploi (%)	51,4	48,6	-2,8	

³ Statistique Canada : Enquête sur la population active, mars 2020.

⁴ Conference Board du Canada, *Hope at Last: Canada's Two-Year Outlook*, mars 2021.

l'emploi. Le taux de chômage a enregistré une augmentation. La participation à la population active a atteint son taux le plus bas en 20 ans.

Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est déclarée en mars 2020, les conditions du marché du travail de la province se sont rapidement détériorées, car un confinement presque total de l'économie a été mis en place. L'emploi a atteint son point le plus bas de l'année en avril, avec 34 700 emplois de moins que deux mois plus tôt, et le taux de chômage a atteint un sommet en juin. Le nombre de personnes travaillant dans la province a continué d'augmenter jusqu'à la fin de l'année, et les niveaux d'emploi et le taux de chômage se sont rapprochés des conditions d'avant la pandémie au quatrième trimestre.

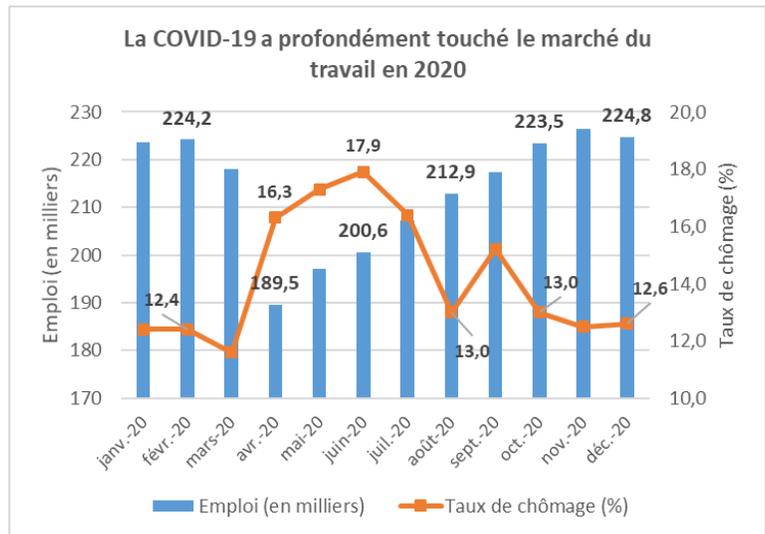
Le transport aérien a été profondément touché par la pandémie de COVID-19. La plupart des compagnies aériennes et des aéroports ont licencié un grand nombre de travailleurs et supprimé des liaisons pour limiter les coûts pendant la crise. Cela a touché les aéroports de toute la province. Le trafic de passagers à l'aéroport de St. John's a baissé de 75 % en 2020 par rapport à 2019, d'autres se sont retrouvés sans service autre que les urgences médicales. L'industrie du transport aérien s'attend à ce que 2021 soit aussi difficile que 2020, voire pire. Alors que les activités ont été normales pendant la majeure partie des trois premiers mois de 2020, le trafic aérien devrait être inférieur à la normale pendant toute l'année. Il faudra peut-être quelques années pour que l'industrie retrouve son niveau d'avant la pandémie.

L'emploi dans l'industrie des services d'hébergement et de restauration a également diminué en 2020, les hôtels ayant été touchés par les restrictions de voyage. Les restaurants ont été contraints de fermer à certains moments et de fonctionner à capacité réduite dans le meilleur des cas. À l'avenir, l'industrie de l'hébergement dépendra largement de la rapidité avec laquelle les voyages aériens rebondiront, tandis que les restaurants dépendront de la rapidité des vaccinations, jusqu'au moment où les restrictions en matière de santé publique seront levées.

D'autres industries ont été touchées par la pandémie, notamment le commerce de gros et de détail, ainsi que l'information, la culture et les loisirs. Ces industries ont un plus grand degré de contact avec les clients, ce qui entraîne des restrictions accrues par rapport aux autres industries du secteur des services. Le succès de nombreux commerces de détail peut dépendre de leur capacité à s'adapter à l'évolution des comportements des clients. Beaucoup ont pris l'habitude de faire des achats en ligne et pourraient continuer à le faire même après la pandémie. Les cinémas, les sports de salon et autres seront largement tributaires de la levée des restrictions en matière de santé publique.

L'industrie minière a connu une bonne année 2020, avec une augmentation des activités d'exploration dans toute la province, une augmentation de la production dans l'ouest du Labrador et le projet d'exploitation minière souterraine de Vale à Voisey's Bay. Les perspectives pour l'industrie sont positives pour l'avenir. Le centre de Terre-Neuve compte de nombreux projets aurifères, allant du stade opérationnel à d'autres dont la construction est prévue pour 2022. Le regain d'activité devrait également attirer davantage d'entreprises dans la région et accroître l'exploration.

Figure 3: Tendances de l'emploi et du taux de chômage



Cependant, l'industrie pétrolière a dû faire face à d'énormes défis en 2020. Au-delà des restrictions liées à COVID-19, le cours du pétrole s'est effondré en janvier cette année-là. Cela a finalement conduit au report du projet pétrolier de Bay du Nord et à la décision de procéder à un examen complet de la viabilité du projet West White Rose. Les plans de forage à Hibernia ont été mis de côté. Outre les licenciements chez les compagnies pétrolières, des licenciements ont eu lieu dans des entreprises qui desservent et approvisionnent l'industrie. Même après une année aussi difficile, il y a des raisons d'être optimiste. Le cours du pétrole s'est considérablement rétabli, ce qui rend les projets pétroliers plus réalisables et ajoute une certaine confiance dans l'évolution future. Avec la nouvelle découverte de pétrole dans la passe Flamande, cela améliore les perspectives du projet de Bay du Nord et de redémarrage du projet West White Rose. Equinor, la compagnie à l'origine du projet de Bay du Nord, a vendu ses actifs de sables bitumineux et fermé son bureau de Calgary, ce qui permettra d'ajouter des employés à son exploitation de St. John's. En outre, trois projets de forage de diverses compagnies ont reçu l'approbation fédérale au début de 2021. En résumé, ces conditions et ces évolutions ouvrent la voie à un retour potentiel aux niveaux d'avant la pandémie au cours des deux ou trois prochaines années.

L'emploi dans la construction est tombé à son plus bas niveau depuis 2007. Les dépenses liées aux grands projets ont diminué, notamment en raison de la réduction progressive des activités du projet hydroélectrique de Muskrat Falls. En outre, les activités de construction du projet pétrolier West White Rose ont été suspendues au moins jusqu'en 2022. Le projet est achevé à environ 60 %, sans aucune garantie que l'activité reprenne. Parmi les autres facteurs contribuant au déclin de l'industrie, citons les restrictions périodiques des activités de construction en raison des préoccupations liées à la pandémie, notamment les travaux au projet d'exploitation minière souterraine de Vale et à Muskrat Falls, ainsi que le ralentissement des dépenses en capital. Les mises en chantier ont été relativement faibles et devraient le rester au cours des prochaines années. Toutefois, l'activité de rénovation a été généralement stable. Bien qu'il existe un potentiel d'augmentation de l'emploi en 2022 si le projet West White Rose reprend, la tendance générale sera un déclin de l'activité et de l'emploi avec la baisse des dépenses liées aux grands projets. La construction résidentielle devrait également rester relativement faible au cours des prochaines années.

La demande de services de soins de santé a augmenté en raison du vieillissement de la population. L'emploi dans ce secteur a atteint un niveau record en 2020. Bien que l'on s'attende à ce que cette industrie soit une source importante d'emplois au cours des prochaines années, la croissance de l'emploi atteindra inévitablement une limite lorsque les dépenses atteindront leur sommet en raison des pressions financières.

Régions économiques

Toutes les régions économiques ont connu une baisse de l'emploi de près de 6 % par rapport à 2019, principalement dans les postes à temps plein. Les régions à l'extérieur d'Avalon Peninsula ont connu leur plus faible niveau d'emploi et taille de population active depuis 1987. Toutes les régions économiques ont vu leur taux de chômage augmenter, en raison des pertes d'emploi. Bien que le taux de chômage dans la région d'Avalon Peninsula ait connu une hausse plus importante que celui des autres régions, il est toujours le plus bas de la province.

Les pertes d'emploi dans la région d'Avalon Peninsula se sont principalement produites dans le secteur des services, en raison des répercussions liées aux mesures de santé publique visant à prévenir la propagation de la COVID-19. Les industries de ce secteur qui ont été les plus touchées sont le transport aérien, ainsi que les services d'hébergement et de restauration. Parmi les industries productrices de biens, l'activité pétrolière et gazière de la province a été touchée par l'effondrement des cours du pétrole. Cela a entraîné un nombre considérable de licenciements et un avenir imprévisible pour l'industrie dans la province.

	Emploi (en milliers)				Taux de chômage (%)		
	2019	2020	Variation	Variation (%)	2019	2020	Variation
Terre-Neuve-et-Labrador	226,6	213,6	-13,0	-5,7 %	11,9	13,7	1,8
Avalon Peninsula	135,8	128,0	-7,8	-5,7 %	9,4	11,5	2,1
Côte-sud-Burin Peninsula et Notre Dame-Central Bonavista Bay	49,6	46,7	-2,9	-5,8 %	16,8	17,8	1,0
Côte-ouest-Northern Peninsula-Labrador	41,2	38,9	-2,3	-5,6 %	13,8	15,4	1,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Pour les régions économiques en dehors d'Avalon Peninsula, c'est la construction qui a enregistré le plus de pertes d'emplois. Des projets ont été interrompus au cours du premier semestre 2020 en raison des préoccupations liées à la pandémie, tandis que les activités de construction du projet White West Rose ont été arrêtées pour le reste de l'année 2020 ainsi que pour 2021, sans que l'on sache si elles reprendront en 2022. Bien que le projet soit situé dans la région d'Avalon Peninsula, de nombreux travailleurs seraient des résidents de différentes parties de la province.

PRINCIPAUX DÉFIS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Défi démographique

Le vieillissement de la population est plus rapide à Terre-Neuve-et-Labrador que dans le reste du Canada. Les conditions économiques n'étant pas aussi solides qu'il y a quelques années, les défis démographiques ne feront que s'intensifier, les jeunes travailleurs se déplaçant pour trouver des possibilités d'emploi ailleurs. Cela aura des répercussions négatives sur le marché du travail et les finances publiques, avec moins de travailleurs et plus de retraités.

Les faibles taux de fécondité et la poursuite de l'émigration interprovinciale nette signifient que la croissance démographique de la province dépendra entièrement de la migration internationale. Plus généralement, l'immigration restera un outil essentiel pour relever les défis liés à la démographie et au marché du travail dans les années à venir. En plus d'attirer des immigrants dans la province, il est reconnu qu'il faut mettre l'accent sur la capacité à retenir ces nouveaux citoyens. La capacité à retenir ces citoyens a été un défi, car beaucoup d'entre eux ne trouvent pas de possibilités économiques et rencontrent des difficultés pour faire reconnaître leurs diplômes afin de participer au marché du travail dans leur domaine de formation.

Fossé entre zones rurales et zones urbaines

Alors que l'emploi a augmenté de 6 300 (en hausse de 5,5 %) entre 2010 et 2020 dans les collectivités de la province comptant plus de 10 000 habitants, il a diminué de 15 500 (-14,3 %) dans les centres les plus petits. Le taux de chômage des grandes collectivités de la province était de 9,9 % en 2020, contre 18,1 % pour les petites régions. Les différences entre les marchés du travail des zones urbaines et des zones rurales reflètent la

concentration des pertes d'emploi dans le secteur primaire orienté vers les exportations et l'industrie de la fabrication liée aux ressources dans les collectivités rurales. Les économies rurales sont moins diversifiées et certains de ces industries clés sont actuellement en difficulté. En outre, l'émigration chronique des segments les plus jeunes de la population modifie la composition de la population active dans les zones rurales de la province et exerce une pression accrue sur le bassin de travailleurs disponibles dans ces zones. La perte de jeunes dans les zones rurales fait baisser le taux de fécondité de ces zones, ce qui réduit la viabilité à long terme de nombreuses villes rurales.

Effet de la COVID-19 sur les jeunes diplômés

La pandémie a créé des circonstances particulièrement difficiles pour les jeunes. Plus précisément, les jeunes diplômés sont entrés sur le marché du travail et ont été confrontés à un manque de possibilités en raison du confinement et des fermetures d'entreprises. C'est devenu une période où de nombreuses entreprises ont réduit leurs effectifs afin de survivre, et ont limité les embauches en raison de l'incertitude générale de l'économie et du marché à l'avenir. Il en résulte un groupe important et éduqué de nouveaux arrivants dans la population active qui ont été sous-utilisés. Si les jeunes travailleurs ont pu trouver un emploi, beaucoup d'entre eux occupent des postes peu qualifiés sans rapport avec leur formation. Plus le temps passe sans qu'ils parviennent à trouver un travail correspondant mieux à leurs compétences, plus le risque est grand que les compétences de ce groupe s'érodent ou deviennent non compétitives parce qu'elles ne sont pas mises en pratique. Ceci, à son tour, peut influencer négativement sur leurs perspectives d'emploi sur un marché du travail post-pandémique. Cela peut avoir des répercussions financières à long terme pour ce groupe en raison d'un chômage de plus longue durée et d'un début de carrière plus tardif. Ces jeunes travailleurs peuvent aussi potentiellement se retrouver à occuper des emplois moins rémunérateurs que ce qu'ils auraient gagné dans leur domaine d'études. Enfin, il peut s'avérer plus difficile de pourvoir des postes avec des nouveaux arrivants, car un nombre croissant de personnes vieillissent et quittent la population active, ce qui influe sur les perspectives de croissance des employeurs.

Défis financiers

Les défis financiers de la province ont été aggravés par la pandémie et la chute brutale des cours du pétrole. Le budget provincial prévoyait un déficit de 1,84 milliard de dollars pour l'année financière, le deuxième plus important au Canada, après l'Alberta. Le ratio net de la dette nette par rapport au PIB a considérablement augmenté ces dernières années pour atteindre 55,7 %, soit le plus élevé du pays⁵. Les frais de la dette et les frais financiers constituent la deuxième catégorie de dépenses en importance pour le gouvernement provincial, après les soins de santé⁶. La situation financière de la province fait qu'il est plus difficile de satisfaire à la demande de services tels que les soins de santé, l'éducation et d'autres besoins fondamentaux. Le gouvernement provincial a des options limitées à court terme; l'accès au financement est également devenu plus difficile en raison de sa situation, et il y a des limites lorsqu'il s'agit d'augmenter les impôts sans nuire à sa position concurrentielle pour les entreprises et la main-d'œuvre.

⁵ <https://economics.td.com/newfoundland-labrador-budget> (en anglais seulement)

⁶ Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, Budget des dépenses de 2020 (en anglais seulement)
<https://www.gov.nl.ca/budget/2020/wp-content/uploads/sites/3/2020/09/Estimates-2020.pdf>

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, Terre-Neuve-et-Labrador

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à :

http://www.esdc.gc.ca/cgi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez_nous.aspx?section=imt

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2021, tous droits réservés